

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°1 10/2025 YAO NR/MINH DU/CIPM/2026 DU 21 06 2025

POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'ACCES AU
POSTE DE CONTROLE DE NSIMALEN (EN PROCEDURE D'URGENCE)
FINANCEMENT : BIP/MINH DU - EXERCICES 2026 ET SUIVANTS

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'habitat et du développement Urbain, Maître d'ouvrage et Autorité Contractante, lance, pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint Pour la maitrise d'œuvre des travaux d'aménagement d'une voie d'accès au poste de contrôle de Nsimalen (en procédure d'urgence).

2. Consistance des prestations

Les prestations consistent à la réalisation des missions suivantes :

- Mission 1 - EXE : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution qui auront été faites par l'entreprise ;
- Mission 2 – DET- OPC : direction de l'exécution du contrat des travaux, ordonnancement, pilotage et coordination des chantiers ;
- Mission 3 - AOR : assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie.

NB : Les prestations sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Référence.

3. Allotissement

Les prestations sont regroupées en un (01) lot unique.

4. Montant prévisionnel

Le montant prévisionnel des prestations est de Quatre Vingt Quinze Millions Neuf Cent Soixante Quatorze Mille Quarante Un (95 974 041) Francs CFA, réparti comme suit :

- Tranche Ferme (TF, 2026) : 27 544 550 FCFA ;
- Tranche Conditionnelle (TC, 2027) : 68 429 491 FCFA ;
- Total : 95 974 041 FCFA.

5. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de dix (10) mois, soit quatre (04) mois pour la tranche ferme et six (06) mois pour la tranche conditionnelle.

6. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est restreinte aux Bureaux d'Etudes Techniques ci-après cités, pré-qualifiés à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°0085/ASMI/MINH DU/2026 du 04 juin en vue de la pré-qualification des BET relative à la maitrise d'œuvre des travaux d'aménagement d'une voie d'accès au poste de contrôle de Nsimalen (en procédure d'urgence). Il s'agit de :

N°	ENTREPRISES	ADRESSES	TELEPHONES
1	TRINITY CONSULT	BP : 1 115 Bamenda	678 61 02 11
2	INTEGC Sarl	BP : 11 088 Yaoundé	222 22 02 16/ 699 92 48 95
3	METRA CONSEIL	BP : 4 432 Yaoundé	622 18 25 70/699 944 175

NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent s'associer en groupement, ni entre elles, ni avec tout autre candidat.

7. Financement

Les prestations objets du présent Appel d'Offres sont financées par le BIP/MINH DU - Exercices 2026 ET Suivants.

8. Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne suivant la procédure décrite à la pièce 14 en annexes.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à **900 000 (neuf cent mille) FCFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et **accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).**

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC), entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres **en version physique** peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis **au 9^e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1** à Yaoundé.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de **Trente mille (80 000) FCFA** payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 14.05.2024 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis et présentée ainsi qu'il suit:

- Une (01) clé USB contenant le dossier administratif et l'offre technique ;
- une (01) clé USB contenant l'offre financière.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis fermés au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beiges aux balcons rouges) au plus tard le 11.08.2026 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 10000/AONR/MINH DU/CIPM/2026 DU 24 Août 2026
POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'ACCES AU POSTE DE
CONTROLE DE NSIMALEN (EN PROCEDURE D'URGENCE).
FINANCEMENT : BIP/MINH DU - EXERCICES 2026
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission accompagné du récépissé de la CDEC délivré par un établissement de crédit ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres :

Elle se fera en deux temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 14 08 2022 au plus tard à **14 heures** précises dans la salle de réunions de la Commission Interne de Passation des Marchés publics du **Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain**, sise au 2ème étage de l'immeuble situé **derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges)**.
- L'ouverture des offres financières sera faite au terme de l'analyse des offres techniques pour les soumissionnaires ayant obtenu une note technique au moins égale à **80 points sur 100 (80/100)**.

Seuls les soumissionnaires concernés peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entraînera le rejet de l'offre.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- A. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré et acquitté à la main, accompagné du récépissé CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- B. Non-production par le soumissionnaire au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce administrative jugée non conforme ou absente ;
- C. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- D. Absence de la Déclaration sur l'honneur de non-abandon des marchés publics au cours des trois (03) dernières années ;
- E. N'avoir pas présenté un Chef de Mission réunissant l'ensemble des qualifications ci-après :
 - Formation : BAC+3 en Génie Rural ou Génie Civil et inscrit à l'ordre professionnel ;
 - Expérience Générale : ayant au moins cinq (05) ans ;
 - Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de chef de mission dans au moins deux projets de contrôle ou de maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien des voiries revêtues.
- F. Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur.
- G. Note Technique inférieure à 80% ;
- H. Non-conformité du modèle de soumission ;
- I. Omission d'une pièce de l'offre financière ;
- J. Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU ou le SDPU ;
- K. Présence des informations sur le montant de l'offre financière dans l'offre administrative ou technique ;
- L. Non-respect du format de fichier des offres pour la copie de sauvegarde ;
- M. Absence d'au moins deux références en contrôle des travaux de route ou ouvrage d'art d'un montant cumulé de 200 millions exécutées au cours des trois dernières années.
- N. Absence de présentation des copies de sauvegarde sur clé USB des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS lors de l'ouverture des plis ;
- O. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

- P. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Q. Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et TDR paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé »)
- R. *Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage ;*
- S. *Absence d'une capacité financière d'un montant minimale de 25 000 000 FCFA*
- T. Absence de la copie certifiée et conforme de l'attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans la catégorie (C).

15.2 Critères essentiels

- A- Présentation
- B- Personnel
- C- Moyens techniques et matériels
- D- Méthodologie

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16. Attribution

Le consultant sera choisi par la **méthode de sélection qualité – coût (mieux disant)** conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note globale finale **N** sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$Ng = \frac{80 \times \text{Note technique (Nt)} + 20 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (**Nf**) est obtenue de la façon suivante :

Soit **Fm** le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule :

$$Nf = \frac{100 \times Fm}{F}$$

Fm = le montant de la proposition la moins disante

F = le montant de la proposition considérée

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **une durée de 90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres

18. Renseignements complémentaires

18.1. Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction de l'Habitat et de la Promotion Immobilière du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 6^è étage- porte 11 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la **plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.**

18.2. Pour toute dénonciation d'acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

18.3. Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19. Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM/MINH DU
- ARMP
- MINH DU
- AFFICHAGE

Yaoundé, le 18/08/2017

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – patrie

MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING
AND URBAN DEVELOPMENT

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 11012/RNIT/MINHDU/ITB/2026 OF 04 June 2026
FOR THE SUPERVISION OF THE DEVELOPMENT WORKS OF AN ACCESS ROAD TO THE NSIMALEN
CONTROL POST (EMERGENCY PROCEDURE)
FUNDING: MINHDU PIB – 2026 AND SUBSEQUENT FINANCIAL YEARS

1. Subject of the Invitation to Tender

The Minister of Housing and Urban Development, Contracting Authority and Project Owner, hereby launches, on behalf of the State of Cameroon, a Restricted National Invitation to Tender for the supervision of the development works of an access road to the Nsimalen Control Post (Emergency Procedure).

2. Scope of Services

The services shall consist of carrying out the following missions:

- Mission 1 – EXE: Review of compliance with the project and approval of the execution studies prepared by the contractor;
- Mission 2 – DET-OPC: Supervision of the execution of the works contract, scheduling, management and coordination of the worksites;
- Mission 3 – AOR: Assistance during acceptance operations and throughout the warranty period.

NB: The services are described in greater detail in the Terms of Reference.

3. Allotment

The services covered by this Invitation to Tender are grouped into one (01) single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the services is **Ninety-Five Million Nine Hundred and Seventy-Four Thousand and Forty-One (95,974,041) CFA francs**, broken down as follows:

- **Firm Tranche (FT, 2026):** 27, 544,550 FCFA;
- **Conditional Tranche (CT, 2027):** 68, 429,491 FCFA;
- **Total:** 95, 974,041 FCFA.

5. Execution Period

The maximum execution period prescribed by the Project Owner for the performance of the services is ten (10) months, comprising four (04) months for the firm tranche and six (06) months for the conditional tranche.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the following Technical Engineering Consultancy Firms (BETs), pre-qualified following the Call for Expression of Interest No. 0085/CEI/MINHDU/2026 of 04 June, for the

pre-qualification of BETs for the supervision of the development works of an access road to the Nsimalen Control Post (Emergency Procedure):

No.	COMPANIES	ADDRESSES	TELEPHONES
1	TRINITY CONSULT	P.O. Box: 1,115 Bamenda	678 61 02 11
2	INTEGC Sarl	P.O. Box: 11,088 Yaoundé	222 22 02 16 / 699 92 48 95
3	METRA CONSEIL	P.O. Box: 4,432 Yaoundé	622 18 25 70 / 699 944 175

NB: Candidates on the restricted list may not form a consortium, either among themselves or with any other candidate.

7. Funding

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed by the MINHDU PIB – 2026 AND SUBSEQUENT FINANCIAL YEARS.

8. Submission Method

Bids shall be submitted exclusively online, following the procedure described in Document No. 14 in the annexes.

9. Bid Security

Each bidder shall attach to its administrative documents a stamped bid security, hand-cancelled, issued by a financial institution or organization approved by the Ministry in charge of Finance to issue bid securities in the field of public contracts, whose list appears in Document No. 13 of the Tender File, in the amount of 900,000 (nine hundred thousand) FCFA, valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

Failure to provide a bid security issued by a first-class bank or first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue securities within the framework of public contracts, and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), shall result in the outright rejection of the bid.

A bid security submitted but unrelated to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid security submitted by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical version of the Tender File may be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Contracts Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 9th floor, Room 02, Ministerial Building No. 1, Yaoundé.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at www.marchespublics.cm and www.publiccontracts.cm, as well as on the ARMP website

11. Acquisition of the Tender File

The Tender File may be consulted and collected upon publication of this notice from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Contracts Service), located on the 9th floor, Room 09T02, Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office), upon presentation of an original receipt showing payment of a non-refundable sum of eighty thousand (80,000) FCFA, payable to the Public Treasury as acquisition fees for the Tender File.

The electronic version of the Tender File may also be obtained free of charge by downloading it from the above-mentioned addresses. However, submission of a bid is subject to payment of the Tender File acquisition fees.

12. Submission of Bids

Each bid, drafted in French or English, shall be transmitted by the bidder through the COLEPS platform no later than 20 SEP 2026 at 1:00 p.m., local time].

A backup copy of the bid recorded on a USB flash drive shall be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "BACKUP COPY", in addition to the wording below, within the prescribed deadline, as follows:

- One (01) USB flash drive containing the administrative file and technical offer;
- One (01) USB flash drive containing the financial offer.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit the backup copies shall render the bidder's offer inadmissible.

NB: The physical originals of the bid security, CDEC receipt, Tender File purchase receipt and backup copy shall reach the Contracts Service (Bid Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building situated behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies), no later than 20 SEP 2026 at 1:00 p.m., local time, and shall bear the following wording:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 24 /RNIT/MINH DU/ITB/2026 OF 24
**FOR THE SUPERVISION OF THE DEVELOPMENT WORKS OF AN ACCESS ROAD TO THE NSIMALEN
CONTROL POST (EMERGENCY PROCEDURE).**
FUNDING: MINH DU PIB – 2026
"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

File Size and Format

For online submission, the maximum sizes of the documents transmitted through the platform and constituting the bidder's offer shall be:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are:

- PDF format for textual documents;
- JPEG format for images.

The candidate shall use compression software where necessary to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

The following shall be declared inadmissible by the Project Owner:

- envelopes bearing indications of the identity of the bidders;
- envelopes received after the deadline date and time for submission;
- envelopes without an indication of the subject or reference of the Invitation to Tender;
- envelopes that do not comply with the prescribed submission method;
- failure to submit backup copies of the bids.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible.

In particular, failure to provide the bid security accompanied by the CDEC receipt, issued by a credit institution or financial organization approved by the Minister in charge of Finance to issue bid securities in the field of public contracts, or failure to comply with the prescribed templates of the Tender File documents, shall result in the outright rejection of the bid without any recourse.

A bid security submitted but unrelated to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid security submitted by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall take place in two stages, as follows:

- The opening of administrative documents and technical offers shall take place on _____ at 2:00 p.m. sharp, in the meeting room of the Internal Public Contracts Commission of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building situated behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (white building with red balconies).
- The opening of financial offers shall take place after the analysis of the technical offers, for bidders who have obtained a technical score of at least 80 points out of 100 (80/100).

Only the bidders concerned may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be submitted in originals or certified true copies issued by the issuing service or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender.

They must be dated less than three (03) months from the original bid submission date or must have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Apart from the bid security, failure to provide, or non-compliance of, an administrative document at the opening of bids, which is not rectified within the 48-hour period granted by the Commission, shall result in rejection of the bid.

15. Bid Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria are as follows:

- A. Absence or non-compliance of the stamped and hand-cancelled bid security, accompanied by the CDEC receipt, in the administrative file at the opening of bids;
- B. Failure by the bidder to submit, beyond the 48-hour period following the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing;
- C. False declarations, fraudulent practices or forged documents;

- D. Absence of the sworn declaration of non-abandonment of public contracts during the last three (03) years;
- E. Failure to provide a Mission Manager meeting all the following qualifications:
 - Education: Bachelor's degree (BAC+3) in Rural Engineering or Civil Engineering and registered with the relevant professional body;
 - General experience: at least five (05) years;
 - Specific experience: having previously served as Mission Manager on at least two (02) projects involving the control or supervision of maintenance works on paved urban roads.
- F. Submission of the diploma and curriculum vitae of a serving civil servant without a document signed by the supervising Minister justifying his/her placement on secondment/availability;
- G. Technical score below 80%;
- H. Non-compliance with the prescribed bid submission form;
- I. Omission of a document from the financial offer;
- J. Omission of a quantified unit price in the Unit Price Schedule (BPU) or Detailed Unit Price Schedule (SDPU);
- K. Inclusion of information concerning the amount of the financial offer in the administrative or technical offer;
- L. Failure to comply with the prescribed file format for the backup copy of the bids;
- M. Absence of at least two references for the supervision of road or civil engineering structure works with a cumulative value of 200 million, carried out over the last three years

- N. Failure to provide backup copies of the bids on USB flash drives in the event of a malfunction of the COLEPS platform during the opening of bids;
- O. Absence of the dated and signed integrity charter;
- P. Absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Q. Absence of any proof of acceptance of the contract conditions (CCAP and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page, accompanied by the words "read and approved");
- R. Execution period exceeding the period proposed by the Project Owner;
- S. Absence of a minimum financial capacity of 25,000,000 FCFA;
- T. Absence of a certified true copy of the categorization certificate or a copy of the decision making public the classification in Category C.

15.2. Essential Criteria

The technical offer shall be evaluated according to the following criteria:

- A- Personnel
- C- Technical and material resources
- D – Methodology

The details of these essential criteria are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) and reproduced in the evaluation grid.

16. Award

The consultant shall be selected using the quality-and-cost-based selection method (best evaluated bidder) in accordance with the procedures described in this Tender File.

The final overall score N shall be calculated by the weighted combination of the technical and financial scores according to the following formula:

$$Ng = [80 \times \text{Technical Score (Nt)} + 20 \times \text{Financial Score (Nf)}] / 100$$

The financial score (Nf) shall be calculated as follows:

Let Fm be the amount of the lowest financial proposal; its financial score shall be 100 points.

The scores of the other bidders, calculated on the basis of the lowest financial proposal, shall be obtained using the following formula:

$$Nf = 100 \times Fm / F$$

Where:

- Fm = amount of the lowest financial proposal;
- F = amount of the proposal under consideration.

The bidder obtaining the highest final score shall be declared the successful contractor.

17. Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 days from the deadline set for submission of bids.

18. Additional Information

18.1. Additional technical information may be obtained from the Directorate of Housing and Real Estate Development of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 6th floor, Room 11, Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office – Yaoundé), during working hours, or online through the COLEPS platform at www.marchespublics.cm and www.publiccontracts.cm

18.2. To report any act of corruption, please call or send an SMS to MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

18.3. To obtain technical assistance in the event of a problem related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to dsi@minmap.cm.

19. Addendum to the Invitation to Tender

Possible addenda may be made to this Tender File in accordance with the regulations in force.

Extensions:

- MINMAP
- CIPM/MINH DU
- ARMP
- MINH DU
- DISPLAY

Yaoundé, 2018